

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 41.279/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 8 septembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "instaurant une nouvelle réglementation relatif à l'enregistrement et le contrôle des voyageurs résidant dans un service d'hébergement touristique et pour suppression de la loi du 17 décembre 1963 organisant le contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement", a donné le 2 octobre 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Compétence de l'auteur de l'acte

Le texte en projet a pour objectif de simplifier l'enregistrement et le contrôle des voyageurs résidant dans un service d'hébergement touristique. Cette matière est réglée actuellement par la loi du 17 décembre 1963 organisant le contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement ⁽¹⁾, que le texte en projet abroge.

Ainsi qu'il ressort de l'exposé des motifs ⁽²⁾, l'enregistrement des voyageurs est nécessaire, d'une part, pour satisfaire aux obligations internationales découlant pour la Belgique des Accords de Schengen, et, d'autre part, pour des raisons de sécurité et de police. Bien que l'avant-projet vise, aux termes de son article 2, les services d'hébergement où des personnes séjournent "pour des motifs touristiques ou professionnels", il règle donc une matière de police administrative, et non de tourisme ⁽³⁾

⁽¹⁾ Moniteur belge du 26 mai 1965.

⁽²⁾ Page 1 de l'exposé des motifs.

⁽³⁾ Il s'agit d'une compétence communautaire en vertu de l'article 127, § 1^{er}, 1°, de la Constitution et de l'article 4, 10°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

ou d'économie ⁽⁴⁾. L'adoption du texte en projet relève donc bien de la compétence du législateur fédéral ⁽⁵⁾.

Examen de l'avant-projet

Intitulé

Il est proposé de simplifier l'intitulé comme suit :

"Avant-projet de loi relative à l'enregistrement et au contrôle des voyageurs résidant dans un service d'hébergement touristique".

Il n'est en effet pas nécessaire d'indiquer, dans l'intitulé, que l'avant-projet instaure une nouvelle réglementation, tel étant le cas de la plupart des projets de loi. Il est également inutile de spécifier, dans l'intitulé, que l'avant-projet abroge la loi du 17 décembre 1963 organisant le contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement.

⁽⁴⁾ Il s'agit d'une compétence partiellement régionalisée en vertu de l'article 39 de la Constitution et de l'article 6, § 1^{er}, VI, de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée.

⁽⁵⁾ Comparer avec l'avis 30.640/2, donné le 20 décembre 2000, sur une proposition de loi "instaurant une carte de légitimation uniforme" (Doc. parl., Chambre, n° 69/1-1999 (S.E.)), dans lequel la section de législation a considéré ce qui suit : "Par la généralité de son champ d'application *ratione materiae* et *ratione personae*, la proposition tend à régler les rapports entre des groupements, leurs représentants et des tiers, dans une infinité de situations évoquées dans les développements de la proposition, comme dans la note du service juridique de la Chambre, dans le but d'éviter que la crédulité du public ne soit exploitée. Pareil programme ne relève pas de la "politique économique", au sens de l'article 6, § 1^{er}, VI, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, quand bien même certaines démarches visées par la proposition revêtiraient un aspect économique, comme la plupart des activités humaines. La compétence fédérale est dès lors établie."

Dispositif

Article 2

1. L'attention du délégué du ministre a été attirée sur la circonstance que des personnes peuvent séjourner dans un service d'hébergement touristique pour des motifs autres que touristiques ou professionnels. Le délégué du ministre a répondu qu'il sera tenu compte de cette remarque en ajoutant, avant les mots "pour des motifs touristiques ou professionnels", le mot "essentiellement" (dans le texte néerlandais : "overwegend").

Cette suggestion ne peut être retenue. La définition qui pourra servir dans le cadre d'une action pénale doit être précise; c'est pourquoi les termes "essentiellement", "notamment", "principalement" sont à proscrire.

Tel qu'il est rédigé, le point 1 ne correspond pas à l'intention exprimée dans l'exposé des motifs. Le Conseil d'État n'aperçoit en effet pas en quoi une location individuelle d'appartement ou d'une seconde résidence en période de vacances n'entre pas dans la notion de service d'hébergement touristique, alors qu'est visée, notamment, la location, pour les mêmes raisons, de bungalows ou de logements à la ferme.

2. Conformément à ce que le délégué du ministre a indiqué, à la fin du point 2, les mots "pour quelque raison que ce soit" seront ajoutés (dans le texte néerlandais : "ongeacht de reden daarvoor").

3. Le délégué du ministre a admis que la référence aux mineurs non accompagnés, figurant dans le point 2, posait problème. Il a indiqué que les mots "et mineure non accompagnée" seraient remplacés par les mots "et mineure accompagnée".

Toutefois, il paraît plus proche des réalités sociologiques de ne pas exclure tout séjour de mineurs non accompagnés dans un service d'hébergement touristique. Par analogie avec la loi du 17 décembre 1963, précitée ⁽⁶⁾, les mots "et mineure non accompagnée" pourraient être remplacés par les mots "et mineure de plus de [quinze ans] ⁽⁷⁾ non accompagnée".

Article 4

L'auditeur-rapporteur a fait observer au délégué du ministre que l'avant-projet de loi ne spécifie pas, comme le faisait l'article 2 de la loi du 17 décembre 1963, précitée, que le fournisseur d'hébergement est civilement responsable de l'amende prononcée contre son préposé. Le délégué du ministre a répondu qu'une telle disposition n'était pas nécessaire parce qu'il s'agissait du droit commun applicable.

Tel n'est cependant pas le cas. Le système légal en matière de responsabilité pénale du préposé pour les infractions commises pendant l'exécution de son contrat est en effet que le travailleur reste toujours tenu de sa responsabilité pénale, y compris le paiement des amendes ⁽⁸⁾. Dans certains cas, par exemple en matière d'infractions au code de la route, la loi rend l'employeur responsable du paiement des amendes pénales ⁽⁹⁾, mais l'employeur dispose d'une action récursoire contre son préposé en récupération du montant des amendes payées en vertu de l'article 1251, 3°, du Code civil.

⁽⁶⁾ Voir l'article 1^{er} de cette loi.

⁽⁷⁾ Ou tout autre seuil qui serait retenu par les auteurs de l'avant-projet.

⁽⁸⁾ Cette question ne doit pas être confondue avec celle de la responsabilité civile du préposé envers son employeur ou un tiers, du fait des dommages qu'il a causés à ceux-ci dans l'exécution de son contrat. Ces questions sont réglées respectivement par l'article 18 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et par l'article 1384 du Code civil. Sur ces différentes questions, voir V. VANNES, "Le contrat de travail: aspects théoriques et pratiques", Bruylant, 1996, pp. 319 à 328, spéc. n^{os} 523, 525, 531 et 532.

⁽⁹⁾ L'article 67 des lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968, dispose comme suit : "Les personnes civilement responsables aux termes de l'article 1384 du Code civil des dommages-intérêts et frais, le sont également de l'amende". Voir également l'article 42 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les auteurs de l'avant-projet doivent clairement prendre position :

- soit ils n'insèrent pas, dans celui-ci, de disposition analogue à celle de l'article 2, dernière phrase, de la loi du 17 décembre 1963, précitée, et l'État devra recouvrer le montant des amendes pénales auprès du préposé;
- soit ils insèrent une telle disposition et l'État pourra recouvrer le montant des amendes pénales auprès du fournisseur d'hébergement, celui-ci disposant ensuite d'un recours contre son préposé en récupération des sommes ainsi payées.

Article 7

L'article 7, § 2, alinéa 2, devrait faire l'objet d'une disposition distincte rédigée comme suit :

"Toutes les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi ou par les arrêtés pris pour son exécution."

Article 8

Les mots "à l'exception des articles 3 et 4", figurant à l'article 8, in fine, doivent être omis. En effet, l'abrogation d'un texte modificatif ou d'un texte abrogatoire n'a pas pour effet de faire "revivre" les textes modifiés ou abrogés tels qu'ils étaient avant leur modification ou leur abrogation ⁽¹⁰⁾.

⁽¹⁰⁾ "Légistique formelle - Recommandations et formules", novembre 2001, page 45, point 8.6.4. (<http://www.raadvst-consetat.be>).

L'article 8, du projet, serait mieux rédigé comme suit :

"Art 8. La loi du 17 décembre 1963 organisant le contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement est abrogée."

L'exposé des motifs sera adapté en supprimant, dans le commentaire de l'article 8, l'alinéa 2.

Observations finales

1. La version française de l'avant-projet de loi, ainsi que de l'exposé des motifs, devra être revue sur le plan grammatical et terminologique. Le texte néerlandais devrait être également corrigé du point de vue de la correction de la langue. À titre d'exemple,

- 1° dans l'intitulé : au lieu de "relatif à l'enregistrement et le contrôle", il convient d'écrire "relatif à l'enregistrement et au contrôle";
- 2° dans la mention des ministres proposant, entre les mots "aux Chambres législatives et de" et les mots "à la Chambre des Représentants", il convient d'insérer le mot "déposer";
- 3° à l'article 1^{er}, au lieu d'écrire "Cette loi", on écrira "La présente loi";
- 4° à l'article 2 :
 - la phrase liminaire sera rédigée comme suit : "Art. 2. Pour l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par ...";
 - aux points 2° et 3°, au lieu de "chaque personne", "chaque exploitant", il convient d'écrire "toute personne", "tout exploitant";
- 5° à l'article 3 :
 - à l'alinéa 1^{er}, première phrase, au lieu d'écrire "Chaque voyageur", on écrira "Tout voyageur";

.../...

- à l'alinéa 1^{er}, deuxième phrase, au lieu de "se produire", mieux vaut écrire "se faire" ou "avoir lieu";
 - à l'alinéa 2, dernier tiret, on remplacera le mot "location" par "localisation";
- 6° l'article 9 devrait être rédigé comme suit : "La présente loi entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de sa publication au Moniteur belge."

2. Il convient d'assurer la cohérence quant aux notions dont il est fait usage dans l'exposé des motifs et l'avant-projet de loi. À titre d'exemple, la version française du commentaire de l'article 2 se réfère à la notion "d'accommodation touristique" alors qu'il convient d'utiliser le terme de "service d'hébergement touristique" comme à l'article 2, 1°, de l'avant-projet.

3. Il convient d'écrire "article 1^{er}", "paragraphe 1^{er}", et non "article 1", "paragraphe 1", de même "1°, 2°" et non "1, 2".

À l'article 3, alinéa 2, il convient de remplacer les tirets par une numération 1°, 2° subdivisée en a), b), etc.

4. Pour ce qui est du texte néerlandais de l'avant-projet, les propositions de texte suivantes sont faites :

- la phrase introductive de l'article 2 devrait être rédigée comme suit : "Art. 2. Voor de toepassing van deze wet en van de besluiten tot uitvoering ervan wordt verstaan onder:";
- à l'article 3, alinéa 1^{er}, il faudrait écrire "geschieden" au lieu de "gebeuren". À l'alinéa 2, quatrième tiret, il faudrait écrire "overgelegde" au lieu de "voorgelegde". Cette observation vaut mutatis mutandis pour l'article 4.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.279/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 september 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot invoering van een nieuwe regeling betreffende de registratie en de controle van reizigers die verblijven in een toeristische verblijfsaccommodatie en tot opheffing van de wet van 17 december 1963 tot inrichting van de controle op reizigers in logementhuizen", heeft op 2 oktober 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bevoegdheid van de steller van de handeling

De ontworpen tekst heeft tot doel registratie en de controle van reizigers die verblijven in toeristische verblijfsaccomodaties te vereenvoudigen. Deze aangelegenheid wordt thans geregeld bij de wet van 17 december 1963 tot inrichting van de controle op reizigers in logementhuizen ⁽¹⁾, die bij de ontworpen tekst wordt opgeheven.

Zoals blijkt uit de memorie van toelichting ⁽²⁾ is registratie van reizigers noodzakelijk, enerzijds om te voldoen aan de internationale verplichtingen van België ingevolge de Schengenovereenkomsten, en anderzijds uit veiligheids- en politieoverwegingen. Hoewel het voorontwerp, luidens artikel 2 ervan, betrekking heeft op verblijfsaccomodaties waar personen, "om toeristische of professionele redenen" verblijven, regelt het dus een aangelegenheid van administratieve politie, en niet van

⁽¹⁾ Belgisch Staatsblad van 26 mei 1965.

⁽²⁾ Bladzijde 1 van de memorie van toelichting.

toerisme ⁽³⁾ of van economie ⁽⁴⁾. De goedkeuring van de ontworpen regeling valt dus wel onder de bevoegdheid van de federale wetgever ⁽⁵⁾.

Onderzoek van het voorontwerp

Opschrift

Er wordt voorgesteld het opschrift als volgt te vereenvoudigen :

"Voorontwerp van wet betreffende de registratie en controle van reizigers die in toeristische verblijfsaccomodaties verblijven".

Het is immers niet noodzakelijk in het opschrift aan te geven dat het voorontwerp een nieuwe regeling invoert, daar dit het geval is met de meeste wetsontwerpen. Het is eveneens nutteloos in het opschrift te specificeren dat het voorontwerp de wet van 17 december 1963 tot inrichting van de controle op reizigers in logementhuizen opheft.

⁽³⁾ Het gaat om een gemeenschapsbevoegdheid krachtens artikel 127, § 1, 1°, van de Grondwet en artikel 4, 10°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

⁽⁴⁾ Dit is een deels geregionaliseerde bevoegdheid krachtens artikel 39 van de Grondwet en artikel 6, § 1, VI, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980.

⁽⁵⁾ Vergelijk met advies 30.640/2, gegeven op 20 december 2000, over een voorstel van wet "tot invoering van een uniforme legitimatiekaart" (Parl. St., Kamer, nr. 69/1 - 1999 (B.Z.)), waarin de afdeling Wetgeving het volgende heeft gesteld: "Doordat de werkingssfeer *ratione materiae* en *ratione personae* van het voorstel dermate algemeen is, beoogt het de betrekkingen te regelen tussen groeperingen, hun vertegenwoordigers en derden, in een oneindig aantal situaties aangehaald in de toelichting bij het voorstel en in de nota van de juridische dienst van de Kamer, om te voorkomen dat misbruik wordt gemaakt van de goedgelovigheid van het publiek. Een zodanig programma valt niet onder het "economisch beleid" in de zin van artikel 6, § 1, VI, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, ofschoon bepaalde handelingen bedoeld in het voorstel een economisch aspect vertonen, zoals de meeste menselijke activiteiten. Aldus staat vast dat de federale wetgever ter zake bevoegd is."

Dispositief

Artikel 2

1. De gemachtigde van de minister is erop geattendeerd dat om andere dan toeristische of professionele redenen personen kunnen verblijven in toeristische verblijfsaccomodaties. De gemachtigde van de minister heeft geantwoord dat met deze opmerking rekening zal worden gehouden, door vóór de woorden "om toeristische of professionele redenen" het woord "overwegend" in te voegen (in de Franse tekst : "essentiellement").

Deze suggestie kan niet in aanmerking worden genomen. De definitie die in het kader van een strafvordering kan worden gehanteerd, moet nauwkeurig zijn; om deze reden moeten de bewoordingen "overwegend", "inzonderheid", "hoofdzakelijk" worden afgekeurd.

Zoals punt 1 geredigeerd is, stemt het niet overeen met de bedoeling die in de memorie van toelichting is weergegeven. Het is de Raad van State immers niet duidelijk in welk opzicht individuele verhuring van een appartement of van een tweede woning in de vakantieperiode niet valt onder het begrip toeristische verblijfsaccomodatie, terwijl om dezelfde redenen meer bepaald de verhuring van bungalows of logies op vakantieboerderijen genoemd wordt.

2. Volgens wat de gemachtigde van de minister heeft aangekondigd, zullen de woorden "ongeacht de reden daarvoor" aan het slot van punt 2 worden toegevoegd (in de Franse tekst : "pour quelque raison que ce soit").

3. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de vermelding in punt 2 van de niet-begeleide minderjarigen, een probleem doet rijzen. Hij heeft erop gewezen dat de woorden "en niet-begeleide minderjarige persoon" zullen worden vervangen door de woorden "en begeleide minderjarige".

.../...

Het lijkt evenwel dichter bij de sociologische realiteit te staan niet ieder verblijf van niet-begeleide minderjarigen in toeristische verblijfsaccomodatie uit te sluiten. Naar analogie van de voormelde wet van 17 december 1963 ⁽⁶⁾, zouden de woorden "en niet-begeleide minderjarige persoon" kunnen worden vervangen door de woorden "en niet-begeleide minderjarige van meer dan (vijftien jaar) ⁽⁷⁾".

Artikel 4

De auditeur-rapporteur heeft de gemachtigde van de minister erop gewezen dat in het voorontwerp niet wordt gespecificeerd, zoals in artikel 2 van de voornoemde wet van 17 december 1963 werd gedaan, dat de logiesverstrekker burgerlijk aansprakelijk is voor de geldboete die tegen zijn aangestelde wordt uitgesproken. De gemachtigde van de minister heeft geantwoord dat een dergelijke bepaling niet noodzakelijk is omdat het gaat om het toepasselijke gemene recht.

Dit is echter niet het geval. De wettelijke regeling van de strafrechtelijke aansprakelijkheid van de aangestelde, voor strafbare feiten begaan tijdens de uitvoering van zijn arbeidsovereenkomst, bestaat er immers in dat de werknemer altijd strafrechtelijk aansprakelijk blijft, met inbegrip van de betaling van geldboeten ⁽⁸⁾. In sommige gevallen,

⁽⁶⁾ Zie artikel 1 van deze wet.

⁽⁷⁾ Of van enige andere drempel die de stellers van het voorontwerp in aanmerking zouden nemen.

⁽⁸⁾ Deze kwestie mag niet verward worden met die van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de aangestelde jegens zijn werkgever of jegens een derde persoon, wegens schade die hij hun in de uitvoering van zijn arbeidsovereenkomst heeft berokkend. Deze aangelegenheden worden respectievelijk geregeld bij artikel 18 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en bij artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek. Over deze verschillende kwesties zie V. VANNES, "Le contrat de travail: aspects théoriques et pratiques", Bruylant, 1996, blz. 319 tot 328, inz. nrs. 523, 525, 531 en 532.

bijvoorbeeld inzake overtredingen van de wegenverkeerswet, is de werkgever wettelijk aansprakelijk voor de betaling van strafrechtelijke boetes ⁽⁹⁾, maar beschikt hij over de mogelijkheid van een regresvordering tegen zijn aangestelde om het bedrag van de boeten betaald krachtens artikel 1251, 3°, van het Burgerlijk Wetboek terug te vorderen.

De stellers van het voorontwerp dienen een duidelijke keuze te maken :

- ofwel nemen ze in het voorontwerp geen bepaling op zoals de bepaling vervat in artikel 2, laatste zin, van de voormelde wet van 17 december 1963, in welk geval de Staat het bedrag van de strafrechtelijke geldboetes bij de aangestelde zal moeten innen;
- ofwel nemen ze daarin zulk een bepaling op, in welk geval de Staat het bedrag van de strafrechtelijke geldboetes kan innen bij de logiesverstrekker, die vervolgens de aldus betaalde bedragen op zijn aangestelde kan verhalen.

Artikel 7

Artikel 7, § 2, tweede lid, zou een als volgt luidende afzonderlijke bepaling moeten worden :

"Alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn van toepassing op de strafbare feiten vermeld in deze wet of in de besluiten tot uitvoering ervan."

⁽⁹⁾ Artikel 67 van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 16 maart 1968, bepaalt het volgende : "Zij die overeenkomstig artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek burgerrechtelijk aansprakelijk zijn voor schadevergoeding en kosten, zijn insgelijks aansprakelijk voor de geldboete". Zie eveneens artikel 42 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Artikel 8

De woorden "met uitzondering van de artikelen 3 en 4" achteraan in artikel 8, dienen te vervallen. Immers, de opheffing van een wijzigings- of een opheffingsbepaling heeft niet tot gevolg dat de gewijzigde of opgeheven regelingen weer "tot leven komen" zoals ze vóór de wijziging of opheffing waren ⁽¹⁰⁾.

Artikel 8 van het ontwerp zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 8. De wet van 17 december 1963 tot inrichting van de controle op reizigers in logementhuizen wordt opgeheven."

De memorie van toelichting behoort te worden aangepast door in de commentaar bij artikel 8 de tweede alinea te schrappen.

Slotopmerkingen

1. De Franse tekst van het voorontwerp van wet en van de memorie van toelichting dient te worden herzien wat de grammatica en de terminologie betreft. Ook de Nederlandse tekst behoeft verbetering uit een oogpunt van correct taalgebruik. Zo bijvoorbeeld

- 1° moeten in het opschrift de woorden "relatif à l'enregistrement et le contrôle" vervangen worden door de woorden "relatif à l'enregistrement et au contrôle";
- 2° moet, in de vermelding van de voordragende ministers, tussen de woorden "aux Chambres législatives et de" en de woorden "à la Chambre des Représentants" het woord "déposer" worden ingevoegd;
- 3° behoort in artikel 1 niet "Cette loi" maar "La présente loi" te worden geschreven;

⁽¹⁰⁾ "Wetgevingstechniek - Aanbevelingen en formules", november 2001, bladzijde 45, punt 8.6.4. (<http://www.raadvst-consetat.be>).

4° behoort in artikel 2 :

- de inleidende zin als volgt te worden gesteld : "Art. 2. Pour l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par ...";
- in de punten 2° en 3° niet "chaque personne", "chaque exploitant", maar "toute personne", "tout exploitant" te worden geschreven;

5° dient in artikel 3 :

- in het eerste lid, eerste zin, niet "Chaque voyageur" maar "Tout voyageur" te worden geschreven;
- in het eerste lid, tweede zin, bij voorkeur niet "se produire", maar "se faire" of "avoir lieu" te worden geschreven;
- in het tweede lid, laatste streepje, het woord "location" te worden vervangen door het woord "localisation";

6° zou artikel 9 als volgt moeten worden gesteld : "La présente loi entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de sa publication au Moniteur belge."

2. Er behoort te worden gezorgd voor samenhang tussen de begrippen die in de memorie van toelichting en het voorontwerp worden gebezigd. Zo bijvoorbeeld wordt in de Franse versie van de commentaar bij artikel 2 gewerkt met het begrip "accommodation touristique" terwijl gebruik behoort te worden gemaakt van de uitdrukking "service d'hébergement touristique", zoals in artikel 2, 1°, van het voorontwerp.

3. Men schrijve "article 1^{er}", "paragraphe 1^{er}" in plaats van "article 1", "paragraphe 1", en "1°, 2°" in plaats van "1, 2".

In artikel 3, tweede lid, dienen de streepjes te worden vervangen door een nummering met 1°, 2° onderverdeeld door middel van a), b), enz.

.../...

4. Wat de Nederlandse tekst van het voorontwerp betreft worden de volgende tekstvoorstellen gedaan :

- in de inleidende zin van artikel 2 schrijve men : Art. 2. "Voor de toepassing van deze wet en van de besluiten tot uitvoering ervan wordt verstaan onder:";
- in artikel 3, eerste lid, schrijve men "geschieden" i.p.v. "gebeuren". In het tweede lid, vierde streepje, vierde onderdeel, schrijve men "overgelegde" i.p.v. "voorgelegde". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor artikel 4.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS